

Observatoire Français des Conjonctures Économiques, 69, quai d'Orsay, 75007 Paris

N° 35 - Mercredi 28 mai 1986

VERS UN REDÉMARRAGE DU COMMERCE MONDIAL DE PRODUITS MANUFACTURÉS ?

Le commerce mondial de produits manufacturés stagne depuis près d'un an, car la progression des importations de l'OCDE a tout juste compensé le fléchissement de celles des autres zones. Les perspectives offertes aux exportateurs français pour les prochains trimestres sont celles d'une reprise de la croissance, mais à un rythme modéré.

Les importations se sont essouffées en 1985

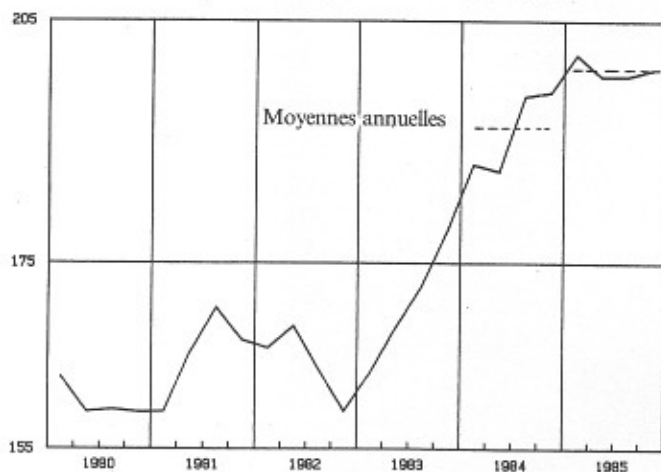
Les moyennes annuelles sont souvent trompeuses. Les importations mondiales de produits manufacturés se sont certes accrues de 4 % (en volume) en 1985 si on compare le niveau moyen de cette année-là à celui de l'année 1984; mais, après avoir culminé au premier trimestre, elles ont légèrement fléchi, puis sont restées stables (graphique 1).

Ce mouvement global résulte du jeu de deux forces contraires: une diminution des importations du COMECON et des PVD, une augmentation de celles de l'OCDE (graphique 2).

A l'intérieur du groupe « PVD » l'Asie constitue désormais le premier marché à l'importation de produits manufacturés (tableau 1), loin devant l'OPEP (alors que le marché OPEP en était presque le double dix ans auparavant).

1. Les importations mondiales de produits manufacturés

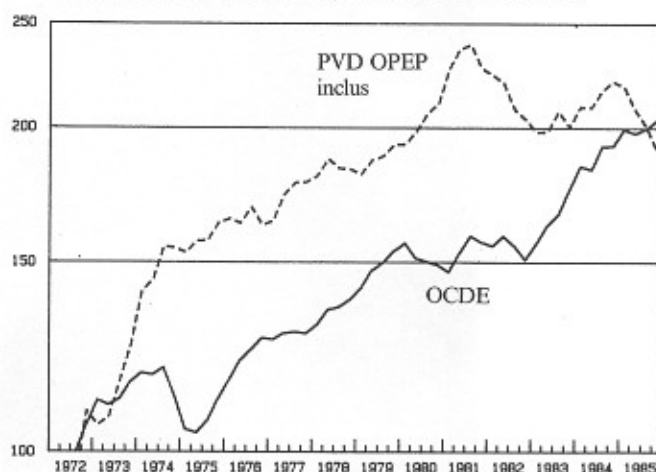
Trimestres cvs à prix constant ; indice base 100 en 1972



Source : OCDE séries A et C, estimations OFCE.

2. Importations de produits manufacturés

Trimestres cvs à prix constants ; indices base 100 en 1972



Source : OCDE séries A et C, estimations OFCE.

A l'intérieur de la zone OCDE tous les segments du marché ont perdu de leur dynamisme au cours de l'année 1985. Le ralentissement a été particulièrement brutal aux Etats-Unis (tableau 2).

Elles pourraient se ranimer en 1986...

Les chiffres de l'année 1986 seront sans doute aussi trompeurs que ceux de l'année 1985 si l'on s'en tient aux moyennes annuelles : un ralentissement apparent (2,5 % après 4 % en 1985) masquera sans doute en effet un redémarrage en cours d'année. Le tableau 3 traduit ce phénomène.

Les hypothèses présentées ici sont relativement optimistes.

Elles supposent une accélération de la croissance des importations des pays industrialisés, due à un double phénomène. D'une part les importations des Etats-Unis augmenteraient quoique encore lentement, car les effets sur elles de la dépréciation du dollar resteraient faibles, alors qu'ils sont importants sur leurs exportations. L'extension du protectionnisme y serait par ailleurs limitée. D'autre part l'Europe et secondairement le Japon prendraient le relais des Etats-Unis pour tirer la demande mondiale.

1. Les exportations en produits manufacturés de l'OCDE vers les PVD en 1985

Milliards de dollars

	Pays appartenant à l'OPEP	Autres	Total
Asie	4,5	87,0	91,5
Amérique latine	5,5	40,0	45,5
Moyen-Orient*	35,0	6,0	41,0
Afrique**	13,0	20,5	33,5
Total	58,0	153,5	211,5

* hors Israël - ** hors Afrique du Sud

Sources : OCDE séries A et C, estimations OFCE.

Elles supposent par ailleurs un ralentissement de la chute des importations des autres zones.

Le COMECON va certes se voir privé de recettes d'exportation, car celles-ci sont pour l'URSS largement fondées sur le pétrole. La baisse de son prix, la diminution des quantités disponibles pour la vente à l'étranger après l'accident nucléaire de Tchernobyl, et la nécessité résultant de cet accident d'accroître les achats de produits alimentaires, ne laissent, en tout état de cause, pas envisager de croissance des importations de manufacturés.

Les pays de l'OPEP, face à la contraction de leurs recettes d'exportation, pourraient choisir d'accroître le déficit de leur balance courante plutôt que de ramener rapidement le volume de leurs importations de manufacturés à un niveau proche de celui de 1972 (il n'en est déjà plus que le double). Tel pourrait également être le cas de l'Afrique qui, hors pays de l'OPEP et hors Afrique du Sud, est exportatrice nette de pétrole et, pour le reste, tire ses recettes en devises de matières premières dont les cours sont mal orientés. Ce pourrait être aussi celui de l'Amérique latine, elle aussi (hors OPEP) exportatrice nette de pétrole et tournée vers le marché nord-américain.

Le cas de l'Asie est différent. D'une part une accélération des importations de l'Inde pourrait compenser la décélération de celles de la Chine. D'autre part les quatre NPI sont bénéficiaires de la baisse du prix du pétrole, et pour le moment gagnent des parts du marché américain au détriment des producteurs japonais, car ils ont stabilisé depuis quelque temps

2. Variation des importations de produits manufacturés

A prix constants, cvs, semestre précédent en rythme annuel, %

	1983		1984		1985	
	I	II	I	II	I	II
États-Unis	+ 17	+ 6	+ 41	+ 14	+ 17	+ 4
CEE (12)	+ 7	+ 6	+ 7	+ 9	+ 4	+ 4
Autre *	+ 5	+ 24	+ 14	+ 8	+ 4	+ 1
Total pays industrialisés	+ 16	+ 10	+ 16	+ 10	+ 7	+ 3
Asie hors OPEP	+ 11	+ 25	+ 6	+ 23	+ 6	- 18
Afrique hors OPEP	- 8	- 17	+ 8	+ 11	- 9	- 13
Amérique latine hors OPEP	- 23	+ 9	+ 19	+ 23	- 5	- 14
Moyen-Orient hors OPEP	- 3	- 2	+ 4	- 44	- 25	- 53
Total PVD hors OPEP	- 3	+ 8	+ 11	+ 17	- 2	- 15
OPEP	- 21	- 28	- 10	- 13	- 14	- 21
COMECON	+ 16	+ 10	- 19	+ 24	- 11	- 8
Total Monde	+ 3	+ 13	+ 13	+ 10	+ 4	- 1

Sources : OCDE séries A et C, estimations OFCE

* Inclus Israël et l'Afrique du Sud

3. Variation prévisionnelle des importations de produits manufacturés.

A prix constants, cvs,

	Semestre/semestre précédent		Année/année précédente 1986/1985
	1986/I : 1985/II	1986/II : 1986/I	
États-Unis	+ 4	+ 2	+ 3,5
CEE	+ 6	+ 8	+ 6,0
Autres pays industrialisés	+ 2	+ 3	+ 2,5
Total pays industrialisés	+ 4,5	+ 5,5	+ 4,5
PVD hors OPEP	- 1	0	- 4,5
OPEP	- 6	- 6	- 10,0
COMECON	- 2	- 2	- 3,5
Total Monde	+ 3,0	+ 4,0	+ 2,5

Source : prévisions OFCE.

le cours de leurs monnaies vis-à-vis du dollar. Ils pourraient donc accroître sensiblement leurs importations de manufacturés sans dégrader leurs soldes commerciaux.

En définitive une croissance rapide du commerce mondial des manufacturés n'est pas impossible au second semestre 1986 et en 1987. Mais elle supposerait une forte accélération des importations européennes, allant de pair avec un restockage ample et impliquant une consommation rapide des excédents courants dégagés par l'allègement des factures énergétiques. L'hypothèse d'une poursuite de la stagnation ne peut en revanche être exclue.

...mais feront l'objet d'une concurrence sévère

Quoi qu'il en soit de l'ampleur de leur redémarrage, les importations mondiales de produits manufacturés feront l'objet d'une concurrence aiguë qui déformera vraisemblablement les parts de marché. Ces parts se sont quasiment stabilisées tout au long de l'année 1985, après s'être modifiées fortement de 1980 à 1982, puis légèrement en 1983 et 1984. La détérioration majeure avait affecté les États-Unis : le ratio exportations américaines/importations mondiales, exprimé en indice base 100 en 1972, était tombé de 114 au début de 1980 à 80 à la fin de 1984 ; il était à 79 à la fin de 1985. Les principales améliorations avaient bénéficié au Japon, à la RFA, et surtout aux quatre NPI asiatiques. La part de marché de la France, au-delà de fluctuations de court terme, n'a enregistré de manière significative - quoique modérée - une tendance à la baisse que depuis le début de 1985. La comparaison des variations des prix relatifs et de celles des parts de marchés à l'exportation dans le passé montre que les premières exercent une influence importante sur les secondes. Les États-Unis vont donc grâce à la dépréciation du dollar améliorer leurs positions, tandis que les exportateurs asiatiques intensifieront leurs efforts sur les marchés européens.

Monique FOUET

Responsable de la division environnement international au département des diagnostics de l'OFCE.

Sur le commerce extérieur français voir les Lettres de l'OFCE :

n° 24, avril 1985 : « Le commerce franco-africain »

n° 30, décembre 1985 : « La stagnation actuelle des exportations industrielles françaises »

n° 34, avril 1986 : « Les nouveaux pays industrialisés asiatiques : une chance pour la France ? »

LES CONSÉQUENCES DE LA BAISSÉ DU PÉTROLE SUR LES CONSOMMATIONS ÉNERGÉTIQUES EN FRANCE

La diminution de moitié du prix des importations pétrolières, entraînant celle des prix relatifs de l'énergie, va provoquer une reprise conjoncturelle de la demande d'énergie, que l'on estime de 2,5 à 3 %.

Mais les changements intervenus dans les modes de consommation sont durables et des économies supplémentaires d'énergie sont réalisées au fur et à mesure du déclasserement des anciens équipements. Il en résultera un recul de la consommation d'énergie par unité de PIB de 2 à 2,5 % par an au cours des plus prochaines années.

Ces deux effets, celui de court terme (utilisation moins économe du parc d'équipements existant) et celui de long terme (modification de ce parc) vont se superposer. Ainsi la progression de la consommation énergétique serait-elle comprise entre 0 et 1 % hors effet croissance, et entre 3 et 4 % avec une progression du PIB de 3 %.

Cette légère reprise de la consommation d'énergie s'accompagnera de certaines substitutions entre le pétrole et d'autres sources d'énergie. Quelle en serait l'ampleur si la baisse du prix du pétrole était durable ?

Les substitutions probables

Une part importante de la demande énergétique s'adresse, quoi qu'il advienne, à une source d'énergie donnée, soit qu'il s'agisse d'usages liés à la nature des produits (le pétrole pour l'automobile, le gaz dans certains secteurs de la chimie, l'électricité pour la production d'aluminium...), soit qu'il s'agisse d'usages pour lesquels les évolutions en cours, liées davantage à celles des techniques qu'à celle des prix relatifs, sont peu susceptibles d'être infléchies. Il en est ainsi des appels aux usages dits performants de l'électricité⁽¹⁾, généralement associés à une modernisation de l'outil de production.

Néanmoins les variations des prix relatifs des différentes énergies ne pourront manquer d'influer sur la structure de la consommation énergétique.

Le remplacement du pétrole par l'électricité pourrait être moindre que prévu précédemment. Les industries qui se sont équipées en bi-énergie électricité-fuel, pour bénéficier des tarifs préférentiels en été⁽²⁾ mis en place par l'EDF, réduiront probablement leur durée d'utilisation des installations électriques. Mais ces tarifs n'existant que depuis 1983, peu d'industries sont équipées pour y avoir recours. La consommation d'électricité n'en sera donc que marginalement affectée. Cependant nombre d'industriels renonceront à adopter ces systèmes en bi-énergie, l'amortissement de ceux-ci devenant trop long en raison de la moindre compétitivité de l'électricité par rapport au pétrole. La pénétration de l'électricité dans l'industrie risque de se ralentir à moyen terme.

Dans le secteur résidentiel certains propriétaires de logements anciens hésiteront à choisir l'électricité. Mais les perspectives restent favorables dans les logements neufs, le chauffage électrique intégré y bénéficiant des normes strictes d'isolation et ne nécessitant que de faibles investissements. Il reste que même si les tarifs de l'électricité continuaient à baisser quelque peu, comme ils l'ont fait au début de 1986 (- 1 % au lieu d'une hausse prévue de 2 %), sa compétitivité par rapport au fuel sera dégradée.

⁽¹⁾ Chaque kWh utilisé se substituant à un nombre important de thermies d'hydrocarbures.

⁽²⁾ Pendant six à sept mois, le prix d'été de l'électricité équivaut à 800 ou 1 100 francs la tonne de fuel selon les contrats. Actuellement le prix d'une tonne de fuel se situe aux environs de 1 000 francs.

La possibilité d'un retour rapide à l'usage du fuel aux dépens du gaz naturel existe pour les industriels ayant des contrats interruptibles gaz-fuel (20 % environ des ventes en quantité). Le coût en serait très faible pour eux. Mais l'ajustement des prix du gaz sur ceux du pétrole, avec un délai de six à neuf mois, grâce à l'indexation sur les fuels lourds et domestiques des contrats d'importation, limitera à terme les substitutions. Toutefois les ventes aux industriels pourraient provisoirement se tasser, car, bien que les baisses de prix (- 30 % depuis avril 1985, date où le gaz était moins cher que le fuel) aient en partie anticipé celles des coûts d'importation de Gaz de France, elles n'ont pas entièrement suffi à effacer la perte momentanée de compétitivité.

Finalement c'est la consommation de charbon qui risque d'être la plus atteinte. La qualité énergétique en est moindre, mais des prix nettement inférieurs à ceux des énergies concurrentes lui ont donné jusqu'à présent un avantage, qu'entame la baisse du prix du pétrole et du gaz naturel. La diminution de - 8 % à - 10 % au début de 1986 des prix du charbon, alignés sur les prix internationaux, peut ne pas suffire à éviter un recul de la consommation charbonnière, si le déclin des centrales électriques au charbon n'est plus compensé par la progression des ventes industrielles.

Les marges d'ajustement de l'offre

Le parc disponible des centrales nucléaires sera accru d'environ 16 % en 1986 et de 10 % en 1987. Cette montée en puissance du nucléaire s'accompagnera de la poursuite du déclin des centrales au charbon, la substitution du nucléaire au fuel étant achevée. L'utilisation du fuel dans les centrales se limite désormais au démarrage des centrales nucléaires et à l'aide à la combustion. Aujourd'hui il suffit que la durée d'appel excède 2 000 heures (1/4 de l'année) pour que l'utilisation du nucléaire soit rentable face aux autres énergies primaires utilisées pour produire l'électricité. Il faudrait que le prix du pétrole reste durablement aux environs de 6 dollars le baril pour que la stratégie nucléaire soit infléchie. Même dans le cas d'une nouvelle baisse du prix du baril, le souci de l'indépendance nationale pourrait conduire à maintenir à terme le choix d'investissements nucléaires. Un ralentissement conjoncturel de la demande d'électricité se traduirait soit par un accroissement des exportations, soit par une diminution de la production, puisque l'électricité ne peut être stockée. La modulation de la production des centrales nucléaires ne pouvant servir qu'aux ajustements entre heures creuses et heures de pointe, on arrêterait momentanément certaines centrales, car l'ajustement envisagé par les autres sources de production (hydraulique, thermique classique) est faible.

Les contrats d'approvisionnement en gaz étant nécessairement à long terme (20 à 25 ans) et impliquant des enlèvements minimaux, la marge de manœuvre est faible (de 10 % environ autour des quantités moyennes). Les possibilités d'ajustement des stocks sont limitées. Mais les contrats à long terme étant renégociés à des échéances prévues, les quantités de gaz importées et ses prix peuvent être plus ou moins modulés.

La baisse du prix du pétrole obligera à accélérer la fermeture en cours des mines de charbon françaises. Pour ce qui est des importations (53 % du charbon consommé en 1985) les contrats conclus d'Etat à Etat sont généralement modulables et un tiers des importations est obtenu sur les marchés spot, si bien que l'offre charbonnière peut ajuster facilement soit ses prix à ceux des énergies concurrentes, soit les quantités à la demande.

Catherine DUJUST
Chargée d'études au département des diagnostics de l'OFCE

Faits et chiffres d'actualité

FRANCE

Le nombre de **chômeurs** s'est de nouveau accru en avril (+ 1,7 %). Il a progressé de 3,3 % depuis le début de l'année et il est désormais le plus élevé jamais atteint : 2.429 millions en avril, soit 5 000 de plus qu'en janvier 1985. Le chômage des jeunes, dont le recul avait fondé l'an passé la baisse du chômage total, progresse de 1,7 % en avril et de 2,8 % depuis le début de l'année. Les tucistes sont moins nombreux qu'en début d'année malgré une légère progression en avril. Les nouvelles mesures en faveur des jeunes, prévues par le collectif budgétaire, pourraient prendre le relais.

La **consommation** des ménages en biens et services s'est accrue de 0,8 % au premier trimestre 1986, après + 1,2 % au quatrième trimestre 1985. La consommation industrielle s'est ralentie (+ 0,8 % contre + 1,2 %) malgré la progression de la demande d'automobiles (près de 5 % au premier trimestre). Hors automobile, la demande stagne, sauf pour l'équipement ménager. La production a baissé, du fait de cette stagnation et d'une forte poussée des importations là où la demande est restée soutenue. Les industriels anticipent la poursuite du recul de la production au cours des mois à venir dans l'ensemble des biens de consommation. En revanche l'activité des biens d'équipement et des biens intermédiaires devrait se développer ; le léger repli de la production industrielle pourrait alors n'être que passager.

Les **prix** à la consommation se sont élevés de 0,3 à 0,4 % en avril, soit 2,6 % en glissement sur un an. Depuis mai 1985 ils se sont accrus de 2,1 %, dépassant très faiblement le seuil de déclenchement (fixé à 2 %) des revalorisations automatiques du SMIC, qui augmentera le 1^{er} juin prochain. Son dernier relèvement remonte au 1^{er} juillet 1985.

Les commandes de **grands contrats civils à l'exportation** ont atteint 12,7 milliards au premier trimestre 1986. La progression des commandes en 1985 (19 milliards par trimestre contre 14 en 1983 et 1984) est donc interrompue. Les ventes aéronautiques aux pays industrialisés, qui s'étaient fortement accrues l'an passé, reculent en début d'année du fait de la baisse du dollar, alors que le volume des ventes est stable. La valeur des grands contrats devrait donc rester faible en 1986 si le dollar ne s'élève pas, car la demande des PVD sera réduite. Celle de l'OPEP s'était déjà réduite de plus de la moitié en 1985.

En un mois la **baisse des taux d'intérêt** a été particulièrement sensible. Le taux d'intervention de la Banque de France a baissé de

8 1/4 le 14 avril à 7 3/4 le 14 mai. Les taux réglementés des ressources rémunérées des établissements de crédit ont été réduits le 15 mai de 1 à 1,5 point, le taux des livrets A passant ainsi de 6 à 4,5 %, ce qui rétablit un écart positif entre la rémunération nette des obligations et celle des placements liquides. La baisse du coût des crédits a été parallèle. Les taux réglementés ont été réduits en même temps que les taux créditeurs. Le taux de base des banques, dont l'ensemble des ressources sont moins coûteuses, a été réduit de 1 point en un mois. De 10,60 %, il a été ramené à 10,10 % à la fin avril et à 9,60 % le 14 mai.

La progression du nouvel **agrégat monétaire M3** sur lequel porte l'objectif monétaire a été sensible en mars : + 1,1 %, contre 0,2 % en février et 0,9 % en janvier (cvs). Le rythme annuel de progression de M3 est de 5,2 % au premier trimestre, pour un objectif annoncé de 3 à 5 %. Il résulte d'une forte croissance des dépôts à vue et donc de M1 (+ 2,8 %). Le nouvel agrégat L, regroupant l'ensemble des actifs liquides, reste sur un rythme annuel élevé de 7,1 %. Les risques de dérapage sont accrus du fait des fortes entrées de capitaux consécutives à la dévaluation et de la possible reprise du crédit, liée à la baisse des taux.

ÉTRANGER

Aux **États-Unis** après une progression de 0,7 % au quatrième trimestre 1985, le PNB s'est accru au taux annuel révisé de 3,7 % au cours du premier trimestre de 1986. Cette accélération de la croissance, principalement due à un fort restockage et à un moindre poids du commerce extérieur, s'est accompagnée d'une nouvelle baisse du taux d'escompte (6,5 %) au plus bas depuis huit ans. Les résultats médiocres, notamment pour la production industrielle, en augmentation de 0,2 % en avril, mais en retrait de 0,6 % par rapport à la moyenne du premier trimestre, conduisent à anticiper un ralentissement de la croissance au second trimestre.

Le 21 mai le **dollar** a débuté en hausse sur les principaux marchés des changes. Le 23 mai il cotait 169 yens et 2,26 DM, en progression sensible par rapport aux plus bas niveaux proches de 2,15 DM fin avril et de 161 yens début mai. La révision en hausse du PNB américain a eu ponctuellement un effet positif. Les déclarations de J. Baker et de la plupart des officiels américains jugeant le niveau actuel du dollar satisfaisant peuvent expliquer l'arrêt de la dépréciation du dollar.

Les opérateurs demeurent toutefois dans l'expectative en raison de la possibilité d'une nouvelle baisse des taux d'intérêt.

Le **prix du pétrole** de la mer du Nord est repassé au-dessus de 15 dollars le baril le 19 mai, pour la première fois depuis début mars, gagnant près de deux dollars en une semaine. Par rapport au point bas du 1^{er} avril (9,70 dollars le baril), la hausse dépasse 50 %. Plusieurs facteurs expliquent cette hausse. L'accident du réacteur de Tchernobyl et ses conséquences sur les exportations du brut soviétique, les incertitudes sur la situation militaire dans le Golfe et politique en Libye favorisent les anticipations à la hausse. Du côté de la demande la forte reprise de la consommation de carburants aux États-Unis a provoqué des problèmes d'approvisionnement en brut dans plusieurs raffineries après le déstockage important intervenu au premier trimestre. La production de l'OPEP reste cependant très élevée. Elle atteindrait 18 millions de barils par jour actuellement pour un objectif de 16,7 millions sur l'ensemble de l'année 1986.

Au **Royaume-Uni** la production industrielle n'a progressé que de 0,5 % au premier trimestre. La production manufacturière a diminué de 1 % au cours de la même période. Au mois d'avril, tandis que le chômage atteint un nouveau record avec 13,2 % de la population active, l'indice des ventes de détail a chuté de 0,7 % (cvs). Ces résultats n'affectent pas la confiance des industriels qui font preuve d'un regain d'optimisme et envisagent une augmentation de la production pour les mois à venir. Au cours des douze derniers mois l'indice des prix des matières premières et de l'énergie utilisées dans l'industrie a diminué de 9 % et l'inflation est revenue à un rythme de 3 %. Ces résultats contribuent à l'amélioration du climat de confiance.

La **Norvège** est durement touchée par la baisse du prix du pétrole, ce secteur constituant près de 20 % du PNB. Fin avril, alors que la grève et le *lock-out* de l'exploitation *offshore* touchaient à leur fin, le gouvernement de centre droit démissionnait à la suite du refus par le Parlement de son plan d'austérité. Le nouveau gouvernement, travailliste, a dévalué à la mi-mai la couronne de 12 %. Cette mesure, que les marchés des changes n'ont pas entérinée dans toute son ampleur, risque de renforcer une inflation déjà supérieure à 6 % l'an. Des mesures d'accompagnement seront prochainement annoncées.

Rédaction
Département des diagnostics de l'OFCE

L'Observatoire Français des Conjonctures Économiques (OFCE) de la Fondation Nationale des Sciences Politiques est chargé, sous la présidence de Jean-Marcel JEANNENEY, d'étudier, en toute indépendance, la conjoncture de l'économie française et son environnement extérieur.

Il publie une revue en janvier, avril, juillet et octobre et une lettre mensuelle le quatrième mercredi du mois, qui portent le même titre « Observations et Diagnostics Économiques » et sont éditées par les Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.

Dans la revue et la lettre les idées émises le sont librement par les économistes de l'OFCE. Elles peuvent s'opposer, le pluralisme des opinions étant un des principes de l'OFCE.

Tarif d'abonnement 1986		Lettre 10 n°s/an	Revue 4 n°s/an	Revue et Lettre
Les demandes d'abonnement doivent être adressées à : OFCE 69, quai d'Orsay 75007 Paris avec un chèque bancaire ou postal à l'ordre de FNSP-OFCE-Publications	Tarif normal (institutions/entreprises)	140 F	260 F	350 F
	Tarif réduit (particuliers)	70 F	170 F	210 F
	Prix du numéro	15 F	70 F	